

QUELLES RÉPONSES À LA MARCHANDISATION DU « SOCIAL » ?

Comprendre, partager, se repositionner, agir ensemble

- VENDREDI 13 JANVIER 2017 -

Atelier N°7 Quelles ressources financières pour une action sociale et citoyennes ? Fiscalités, cotisations... et modalités de redistribution

Question de départ de l'intervenant JC Boual : comment faisons-nous pour prendre le pouvoir économique ?

1^{ère} prise de note - (Un tiret pour chaque prise de parole)

- Mouvement des Amaps : première redistribution des richesses : l'impôt ; 2^{ème} redistribution : à partir du travail, avec les coopératives.
- Maîtriser non pas la destination des richesses, mais plutôt la production. Le revenu universel est un piège. Il est préférable d'accorder de la valeur à la production. Intégrons l'idée de partage dans la production des richesses, pas en reprochant aux producteurs de ne pas avoir réparti.
- Peut-on envisager une Scop pour fabriquer des Airbus ? Les scops actuelles sont sur des modes de production simples.
- Certaines coopératives fabriquent des choses complexes. On manque de culture économique en France. Les jeunes pensent que les impôts sont une charge, peu de gens comprennent ce qu'est réellement l'économie.
- Il y a des effets d'échelle démocratiques. Les objets que l'on fabrique ont un impact fort sur toute une population. Le boulanger du coin peut être isolé, mais une PME devrait déjà être à l'écoute du territoire. Une scop à l'échelle nationale devrait intégrer dans son fonctionnement un représentant de l'Etat. Au niveau du montant d'investissement, ça ne pose aucun problème ; exemple : les hôpitaux publics ne sont pas financés par le capitalisme, mais par l'Etat.
- La gouvernance locale a quand même ses limites. Les citoyens hors entreprise ont aussi leur mot à dire. L'Etat est déjà présent dans les grandes entreprises. Des représentants de l'Etat sont présents dans le CAC 40.
- Mais l'Etat se désengage dans les entreprises. Dans les entreprises privées, c'est le capital qui fait office de dieu. **Dans le cadre des coopératives, le lien entre les producteurs et les consommateurs apporte un sens.** La réduction de la durée du travail permettrait à tout le monde de disposer du temps hors travail contraint. Il faudrait envisager toute la chaîne de production dans son ensemble. Il faudrait penser à toute l'échelle de production à l'échelle mondiale, car il n'y a plus de modèle déconnecté.
- Il faudrait tout de même répondre à ce que vivent les associations auxquelles on dit actuellement d'aller voir le privé et les banques pour avoir de l'argent. **Au-delà des grandes idées, comment aider concrètement, tous les jours, les associations ?** Parlons des mutuelles : comment penser une organisation démocratique dans une mutuelle utilisée par des millions de gens ? On manque d'étude sur les coopératives.
- Convaincre les gens ou convaincre les institutions européennes, ce ne sont pas les mêmes moyens. Au plus près des citoyens, ...
Problème des indicateurs : la richesse, ce n'est pas le PIB. Plein d'associations ne savent pas que le bénévolat est un apport économique.
- Même Sarkozy avait compris que d'autres indicateurs sont préférables au PIB.
- Des endroits où l'on peut réfléchir ensemble comme ici. Au niveau local, que chacun fasse ce qu'il a à faire là où il est. **Monique Pinçon-Charlot parle de guerre des classes, comment y arriver ?** On ne peut plus penser en frontière fermée, et en même temps, si on réussit à l'échelle nationale...

- Problème de gouvernance dans les mutuelles : Dans la grande organisation qu'est la France, on a un gros problème démocratique. C'est comme ça dans toutes les grosses organisations. Nous, dans la coopération, on est encore balbutiants. La coopération, ça ne tombe pas du ciel. C'est un vrai travail. Les capitalistes font eux aussi un gros travail pour créer la compétition. **On a un travail d'éducation populaire pour pouvoir avancer.** Le travail social s'est fondé sur la solidarité : c'est faux, c'est d'abord l'Etat et l'église qui l'ont fait ; on se l'est réapproprié un petit peu.

- Dans le monde de la scop, il y a beaucoup de petites choses qui se font, mais très peu de gros rassemblements. On pourrait faire des coopérations de coopératives ? Chacun dans notre coin, on n'y arrivera pas. On a pas mal parlé du revenu universel. On parle aussi de monnaies alternatives. Actuellement, c'est les banques, les multinationales, qui créent l'argent.

- Les amaps, c'est un point d'étape. **Deux choses nous plombent : la peur et la cupidité. Ce sont leurs deux moyens pour nous faire pression.** Pour le droit à la propriété, on peut par exemple penser au droit d'usage. L'appartement t'appartient tant que tu l'utilises. Les grandes entreprises qui font des gros projets, ce sont des biens communs. Nationalisation ?

- Actuellement, on n'a que 50 000 salariés dans les scops. Il y a une opposition radicale à tous les projets de scop. Il faudrait quand même prendre la place des politiques, rentrer dans les instances... Autre problème : les multinationales ne pourraient pas vivre sans nos impôts. Les scop sont trop petites, les appels d'offre sont trop importants.

- On sait quels leviers actionner, mais on ne sait pas comment l'actionner, car d'autres s'accrochent au levier et nous en empêchent. **Il faut prendre le pouvoir partout où on le peut.** Plein de gens sont devenus salariés dans une coopérative par la contrainte, sous peine de chômage. Ils ne retourneront plus dans une entreprise classique. Au bout d'un certain temps de responsabilisation des gens au sein du collectif, on pourra peut-être gagner la bataille politique, car on aura créé une autre culture. **Donc, stratégie : faire participer des gens qui n'y auraient pas pensé au départ.**

- L'eau est un bien commun. Un immeuble, c'est un bien appartenant à ceux qui l'habitent. Bien commun, c'est à définir. Les associations se sont créées après 45 pour répondre aux problèmes auxquels l'Etat ne répondait pas. Mais comment user de la financiarisation pour répondre à un besoin sur le territoire ?

- Si les multinationales récupèrent nos impôts, c'est parce qu'elles prétendent créer de l'emploi et de la richesse, et les gens sont biens contents d'avoir des produits de consommation.

- On n'a pas les mêmes références culturelles, les mêmes réflexions...

- Du côté des assos, elles ont le sentiment que si elles sont trop visibles, elles sont punies. Au niveau des services publics, tout est externalisé car ça coûte moins cher et ça externalise les responsabilités. Problèmes juridiques : qu'est-ce qu'une subvention ? Qu'est-ce qu'une délégation de service public ?

- A chaque fois qu'on s'attaque à un bien de service public, on s'attaque à un monolithe. Il y a plein de choses imbriquées, c'est très difficile de le démolir. (Mais ça marche.) La formation professionnelle est aujourd'hui un objet commercial. L'hôpital, c'est pire.

- Mandrago, grande coopérative basque

Régime dominant : régime capitaliste

Régime public : éducation

Système non-marchand associatif : financement public, qui passe nécessairement par l'impôt (Celui-ci se réduit de plus en plus.), activité marchande pour financer les activités non marchandes, bénévolat.

Contradictions : on ne peut pas reprocher à une association de faire appel à des financements peu recommandables si elle ne peut continuer son activité autrement.

- Les crédits bonifiés, avec des taux d'intérêts proches de zéro.

- La sécurité sociale, gérée par les salariés en 1946, était un bien commun, à l'échelle nationale.
- Ce n'est pas l'impôt qui fait le citoyen. Aujourd'hui, c'est à nous de définir la valeur, pas le capital. Plus d'impôt, prélevé à la source.
- Malgré l'objet de l'association, il arrive que des gens s'accrochent à leur pouvoir, ce qui entraîne une perte du sens de l'association, voire perte du contact avec les autres, et un repli sur le pouvoir. Actuellement, il y a une course au financement, on en cherche partout.
- Pour le financement, s'intéresser au projet de finances solidaires au Nord-Pas-de-Calais, s'intéresser aux élus locaux qui sont à notre écoute.

2de prise de note

Jean-Claude Boual : Comment faire pour prendre le pouvoir économique ? Avec quelles ressources ?
QUELLES PROPOSITIONS ?

- Maitriser la production des richesses (et pas seulement le partage) - Franck du Réseau salariat : il est préférable d'accorder de la valeur non pas à la quantité mais à sa production et d'intégrer la question de la répartition (oui à des lieux de production ex. SCOP, indépendants, fonctionnaires...)
- Réfléchir en amont sur la culture économique de tout un chacun
- Effet d'échelle, pas un problème, seuils d'investissement, aménagement du territoire, impacts forts ne peuvent être assumés seulement par des SCOP (seulement 50.000 salarié.es dedans), les collectivités territoriales à toutes les échelles et Etat doivent être représentées dans ces entreprises (gouvernance territoriale, cogestion ?)
- Citoyens qui ne sont pas dans l'entreprise ont aussi leur mot à dire !
- relations producteurs consommateurs type AMAP (exemple probant)
- réduction de la durée du travail et envisager la chaîne de production dans son ensemble (problème de propriété ou pas)
- on a besoin d'études sur les résultats des coopératives (sinon jamais de légitimité)
- et les indicateurs de richesse (K. Polany, bénévolat c'est de l'apport économique dans une structure) ?!
- monnaies complémentaires
- question de l'usage vs propriété
- accéder au pouvoir collectif partout où c'est possible
- multinationales s'engraissent de commande publique (nos impôts) qui vont dans les paradis fiscaux / mieux disant pour les « SCOP » (mesure transitoire d'accès aux marchés publics)
- caisse de mutualisation pour créer des entités macro en lieu et place des institutions (ex Urscop), socialisation des moyens de production
- repenser métiers de l'artisanat, paysannerie, déqualification, perte de sens, relocalisation de l'économie
- notion de services publics, SIEG, biens communs... financiarisation pour répondre aux besoins des populations

« philanbulles », philo avec les enfants

Carto-crise du CAC

Comment on convainc les gens et comment on convainc les institutions ?

Film la sociale !!!

Fondation Copernic